



Avant-propos

Une boussole libérale

par

Pierre Garello

Directeur de la rédaction

La (courte) campagne qui nous est offerte en vue des présidentielles laisse la plupart d'entre nous songeurs, voire déçus. Nous regrettons plus particulièrement l'absence d'un débat sérieux: tous les sujets abordés le sont à travers des slogans – moi président, le pouvoir d'achat montera, moi président la planète sera plus verte, moi président le système éducatif sera plus performant, nous ne connaissons plus les déboires que notre système de santé a connu avec la Covid, les retraites seront revalorisées, l'ordre reviendra dans les banlieues, les incivilités cesseront, le prix de l'électricité et de l'essence seront maîtrisés, etc. – et cette accumulation de promesses rend tous ces candidats peu crédibles (bien qu'ils aient à cœur de nous répéter que « tout est chiffré »!)

Difficile de trouver une quelconque cohérence dans ces discours. Et l'on s'interroge : ces candidats ont-ils une colonne vertébrale ? Ont-ils des valeurs ? Pouvons-nous au moins compter sur leur sagesse et leur bon sens ? Autant d'attributs qui semblent leur faire cruellement défaut.



Aucune boussole ne semble guider leurs pas si ce n'est la boussole du socialisme et du plus d'État (ce qui est plus ou moins la même chose). A moins que ce ne soit, de façon plus prosaïque encore, celle des sondages eux-mêmes influencés par des opinions et discours tout aussi superficiels.

Le cas du pouvoir d'achat est un cas d'école. Tout le monde identifie un problème de perte de pouvoir d'achat (que le pouvoir en place s'empresse évidemment de nier) mais personne ne s'interroge sérieusement sur les raisons de cette détérioration. *Et si ce sentiment – et cette réalité – de perte de pouvoir d'achat étaient liés aux choix politiques passés ?*

Quand un employeur débourse 2500 euros à la fin du mois pour payer un employé, une partie seulement de cette somme finira sur le compte courant de son employé (1664 euros, soit les 2/3)¹. Pourquoi ? Parce que depuis plus de 50 ans nous avons décidé qu'il est souhaitable que l'État gère notre argent. C'est pourquoi seront prélevés sur notre rémunération cotisations (salariales et patronales) et impôts. Nous n'avons plus la liberté de gérer notre argent comme nous l'entendons parce que nous avons renoncé à cette liberté.

Et ce n'est pas tout, ainsi que l'expliquent fort bien Vincent Bénard et François Facchini dans les pages de ce numéro. Avec la part de notre rémunération que nous pouvons dépenser ainsi que nous l'entendons, il faudra impérativement régler des dépenses incontournables telles que le loyer, l'électricité, le gaz ou l'essence : autant de secteurs dans lesquels une fois encore l'État ne cesse d'intervenir sans succès véritable et parfois même avec pour résultat final un échec patent (logement). Et, cerise sur le gâteau, une fois tout cela payé il faudra encore (pour la plupart de nos dépenses) payer à notre État protecteur-providence un tribut de 20% (la TVA). Drôle de définition de la Providence !

Il n'est pas surprenant que bon nombre de Français trouvent que leur pouvoir d'achat se détériore. Mais il est très surprenant qu'une

¹ D'après une simulation rapide réalisée le 21 mars 2022 sur le site de Pôle emploi à <https://entreprise.pole-emploi.fr/cout-salarie/>.



vaste majorité d'entre eux voit dans le « plus d'État » la solution à leurs maux.

Pour sortir de cette spirale dangereuse (que l'un des grands visionnaires des temps modernes, Friedrich Hayek, a baptisée « la route de la servitude ») nous devons nous écarter des slogans et analyser la situation avec bon sens et lucidité. C'est ce que nous proposons dans ce numéro de printemps avec des analyses des politiques de santé, du logement ou encore de l'environnement. Avec aussi une réflexion sur ce qui pourrait faire notre identité (un concept qu'aiment reprendre nos candidats). Mais nous abordons également, fidèles à nos habitudes, des réflexions plus générales, moins axées sur les débats de la campagne mais peut-être plus importantes encore : en quoi consiste la liberté de pensée ? Quelles limites placer à la liberté d'expression ? Pourquoi cet engouement sans cesse renouvelé pour le socialisme ? Pourquoi le bon sens économique est-il si peu répandu en France ? Pourquoi le libéralisme est le seul véritable humanisme ?

Bref, nous vous proposons un chemin cohérent, une boussole fiable vers ce qui pourrait être le printemps du libéralisme, le printemps des libertés ; le printemps d'une société plus prospère et apaisée.